



Crédits à la consommation sur Internet

Selon les résultats d'une enquête réalisée dans l'ensemble de l'Union européenne, la Norvège et l'Islande, sur les 562 sites contrôlés, seulement 30 % d'entre eux respectent la réglementation européenne applicable en matière de consommation et 70 % d'entre eux (393) feront l'objet d'une enquête plus approfondie.

Les principaux problèmes recensés sont les suivants :

- des informations manquantes dans la publicité pour le crédit à la consommation. Sur 258 sites (46 % des sites contrôlés), la publicité ne comprenait pas toutes les informations de base requises par la directive européenne sur le crédit à la consommation [taux annuel effectif global, inclusion ou non des frais de services connexes (ex assurances) dans le coût total du crédit, durée du contrat du crédit...]
- des omissions d'informations essentielles sur l'offre sur 244 sites (type de taux, durée du crédit et certains coûts afférents au crédit (commission de courtage...))
- une présentation trompeuse des coûts sur 116 sites (méthode de calcul du prix, ou absence d'information sur une assurance obligatoire supplémentaire).

Les autorités nationales prendront contact avec les opérateurs des entreprises afin d'obtenir des éclaircissements ou les inviter à corriger leurs sites et rendront compte de leur action à la Commission européenne avant l'automne 2012.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Au cours du second semestre 2011, 310 000 faux billets en euros ont été retirés de la circulation, soit une baisse de 19,3 % par rapport au second semestre 2010 et une hausse de 4,7 % par rapport au premier semestre 2011. Les trois coupures de 20 euros, 50 euros et 100 euros constituent 95 % du total des contrefaçons. Pour mémoire, le nombre de billets authentiques en circulation est en moyenne de 14,4 milliards au second semestre 2011.

Communiqué de la Commission européenne

En 2011, le nombre de pièces en euros contrefaites a diminué de 15 % par rapport à 2010, soit 156 000 pièces. Les pièces de 2 euros représentent près des deux tiers de la contrefaçon devant les pièces de 1 euro et de 50 centimes.

Pour mémoire, quelques 16 milliards de pièces en euros authentiques sont actuellement en circulation pour les trois valeurs unitaires les plus élevées (0,50 €, 1 € et 2 €). La quantité réduite de pièces contrefaites est le résultat des efforts déployés par les Etats membres, la Commission/OLAF (Office européen de lutte antifraude) et les autres institutions de l'Union européenne.

Dossier législatif

1 – Fonctionnement de l'Union monétaire à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon

La décision du gouverneur de la Banque de France du 27 décembre 2011, publiée au Journal Officiel de la République du 17 janvier 2012, rend applicable dans ces deux collectivités d'outre-mer les deux textes suivants :

- Le règlement de l'Union européenne n° 1358/2011 de la Banque centrale européenne du 14 décembre 2011 modifiant le règlement CE n° 1745/2003 (BCE/2003/9) concernant les réserves obligatoires (BCE/2011/26) ;
- La décision de la BCE du 14 décembre 2011 relative à des mesures temporaires supplémentaires concernant les opérations de refinancement de l'Eurosystème et l'éligibilité des garanties (BCE/2011/25).

Les textes susvisés sont consultables auprès des agences locales de l'IEDOM.

2 – Surendettement

L'Assemblée nationale a rejeté le 26 janvier 2012, la proposition de loi visant notamment à créer un répertoire national (parfois appelé « fichier positif ») géré exclusivement par la Banque de France et recensant les crédits accordés par les établissements de crédit aux personnes physiques pour des besoins non professionnels.

Outre-mer

A l'initiative des ministères de l'outre-mer, de l'écologie et du tourisme, un passeport biodiversité a été élaboré afin de sensibiliser les voyageurs à la protection de la biodiversité en outre-mer tout en assurant une promotion de ces destinations touristiques. 300 000 passeports en français et en anglais seront diffusés dans les 12 territoires d'outre-mer qui représentent 80 % de la biodiversité française.

Le passeport vert « la biodiversité en outre-mer pour un tourisme responsable » est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.outre-mer.gouv.fr/?passeport-vert-la-biodiversite-en-outre-mer.html>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Résistance de l'activité en fin d'année 2011

L'indicateur du climat des affaires (ICA) de la Guadeloupe calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, évolue peu au quatrième trimestre et se maintient, comme tout au long de 2011, légèrement au dessus de sa moyenne de longue période.

Cette bonne résistance s'explique principalement par l'amélioration en fin d'année de l'activité et de la trésorerie des entreprises. En revanche, face à une conjoncture jugée toujours très incertaine, les prévisions d'activité, moins optimistes quoique toujours positives, pèsent sur l'indicateur.

Dans ce contexte, les prévisions d'investissement sont toujours en net retrait, reflétant encore les interrogations des agents économiques sur l'avenir.

Cette note est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe

(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Progression de 1,8 % sur un an de l'IPC en décembre 2011

Selon les dernières données de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation (IPC) des ménages en Guadeloupe a progressé de 1,1 % en décembre 2011 (+1,4 % en décembre 2010). Trois grands postes participent à cette évolution : les services, l'habillement et le tabac. Sur un an, l'IPC affiche une progression de 1,8 % contre +3,3 % en décembre 2010. Hors énergie, le glissement annuel reste contenu à 0,8 %. L'évolution des prix de l'énergie s'établit à 11,8 % en variation annuelle (+37,8 % pour le gaz et +14 % pour les produits pétroliers).

Dans l'hexagone, l'IPC progresse de 2,5 % en glissement annuel. Il est de +2,0 % en Martinique et 2,2 % en Guyane.

Médiation du crédit aux entreprises : point de situation en Guadeloupe

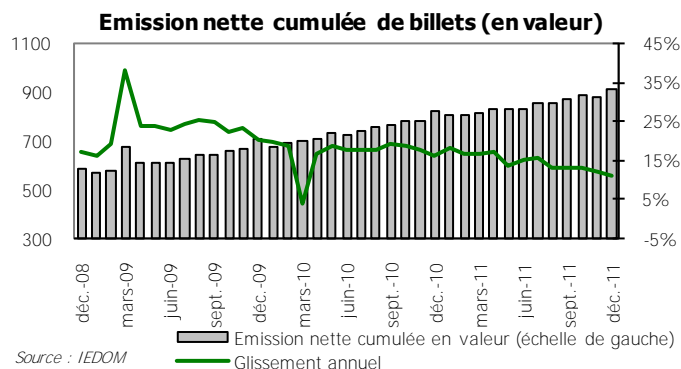
Depuis le lancement du dispositif en novembre 2008, 165 entreprises ont saisi le médiateur départemental du crédit aux entreprises. 112 dossiers ont été éligibles. 106 ont été clos dont 43 se sont conclus par un succès. La médiation a permis de débloquent 16,4 millions € de crédit et de préserver 1 617 emplois. Les financements obtenus ont principalement concerné les entreprises du secteur des services (51 %), suivi du commerce (24 %) et de la construction (14 %). 83 % des demandes ont été sollicitées par des entreprises de 10 salariés ou moins. Le montant des encours de crédit traités en médiation sont dans 44 % des cas inférieurs à 50 000 €, 35 % compris entre 50 000 et 150 000 € et dans 5 % des cas supérieurs à 500 000 €. Les difficultés de paiement (lignes de découvert et besoins de crédit à court terme) constituent la principale cause de saisine du médiateur (83 %). Les banques représentent les principaux acteurs puisque 95,5 % des dossiers traités en médiation les concernent.

Pour saisir le médiateur du crédit aux entreprises, il existe un site unique : <http://www.mediateurducredit.fr/>

Monnaie fiduciaire : bilan des émissions nettes de billets en 2011

Au 31 décembre 2011, l'émission nette cumulée de billets enregistrée en Guadeloupe une hausse de 11% pour s'établir à 910,8 millions € (correspondant à un volume de 17,5 millions de billets). Les coupures de transaction (50, 20, 10 et 5 euros) constituent 79 % de la circulation fiduciaire en 2011. La coupure de 50 € demeure la valeur faciale prédominante (55 % du total des émissions nettes cumulées en volume). Sa part augmente de 2,4 points sur un an. En dépit de baisses consécutives depuis 2007, les billets de 20 € restent fortement utilisés dans l'île et constituent 22 % (-2,3 points sur un an) du total en volume.

La coupure de 100 € concentre pour sa part 21 % du total. Les billets de 500 € affichent une émission nette négative en 2011 (-21,5 milliers d'unités). S'agissant des vignettes de 10 € et de 200 €, une émission nette cumulée négative est également enregistrée : cette situation pourrait s'expliquer par d'importants retours de billets provenant de l'importation de devises par les non résidents. A fin 2011, la valeur moyenne du billet en circulation reste stable aux environs de 52 €.



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Fin de l'échange de billets en francs : derniers jours

Jusqu'au 17 février 2012, certains billets en francs (500F Pierre et Marie-Curie, 200F Gustave Eiffel, 100F Cézanne, 50F Saint-Exupéry, 20F Debussy) peuvent encore être échangés contre des euros dans les caisses des succursales de la Banque de France et auprès de l'IEDOM (Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer), situé pour l'agence de la Guadeloupe, aux Abymes, Parc d'activité la Providence, Zac de Dothémare Sud. Pour les échanges supérieurs ou égaux à 6 500 F, il faut se munir d'une pièce d'identité en cours de validité ainsi que d'un justificatif de domicile. Pour des sommes supérieures ou égales à 10 000 F, il est nécessaire de prendre rendez-vous au 0590 93 74 30. Après cette date, aucun billet en francs ne sera échangeable en euros.

Faciliter l'accès au crédit des très petites entreprises

Des conventions ont été signées le 27 janvier entre la fédération des très petites entreprises (FTPE) et trois banques de la place (la BDAF, la BRED, et la SGBA), en présence de Marie-Luce Penchard, ministre de l'outremer. Elles visent à faciliter l'accès au crédit des entreprises de moins de 10 salariés. Le dispositif prévoit des conditions de crédits avantageuses, une réduction des frais bancaires et des délais de réponse aux demandes de financement et un accompagnement renforcé des TPE, notamment par les experts comptables qui ont également signé une convention avec la FTPE à cette occasion.

Retard dans le démarrage de la campagne sucrière

Le démarrage de récolte, initialement fixé au 02 février, a été reporté à une date ultérieure, en raison de la suspension des négociations annuelles obligatoires (NAO) à un engagement préalable sur la survie de l'usine de Grand-Anse à Marie Galante. Selon le centre technique de la canne à sucre, les prévisions de la campagne sucrière (hors île Marie Galante) sont évaluées à 618 000 tonnes de cannes (estimation haute), soit une hausse de 13 % par rapport à la campagne 2011.

365 000 Domiens vivent en métropole

L'Insee a publié les résultats d'une étude sur les originaires des DOM qui résident dans l'hexagone. En 2008, 364 800 personnes nées dans un département d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion) vivent en France métropolitaine. Elles sont deux fois plus nombreuses qu'en 1975. Avec 117 000 Martiniquais et 115 400 Guadeloupéens installés sur le territoire métropolitain, les Antillais sont les plus nombreux. Un Antillais sur quatre réside ainsi en métropole, pour seulement un Réunionnais sur sept. Ces ratios sont constants depuis le début des années 1980. Les Antillais vivent plutôt dans l'agglomération parisienne, les Réunionnais dans le Sud de la France. Le taux d'emploi des natifs des DOM est semblable à celui des autres métropolitains. Cette étude est disponible sur [le site de l'Insee](#).

Hausse des prix du gaz et des carburants

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1^{er} février 2012 à : 1,52 euro/ litre pour le super sans plomb (+ 6 centimes par rapport à décembre) et 1,43 euro/ litre pour le gasoil (+5 cts). Le prix de la bouteille de gaz passe à 24,95 € (+2 cts).

ACTUALITE REGIONALE

La Guadeloupe se rapproche de l'OECS

La Haute Autorité de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECS), réunie à Sainte-Lucie le 26 Janvier, a donné son accord de principe à la demande formulée par le Conseil régional de la Guadeloupe d'adhérer à cette organisation régionale en qualité de membre associé. Cette démarche a recueilli l'accord officiel de l'Etat français, formalisé par un courrier du Ministre des affaires étrangères. Le Premier ministre de Sainte-Lucie, Kenny ANTHONY, président en exercice de la Haute Autorité de l'OECS, considère l'entrée des régions Guadeloupe et Martinique au sein du groupement régional comme une opportunité supplémentaire de rapprochement avec l'Union européen et propose de démarrer les négociations d'adhésion dès le mois de mai.

Les chiffres de population à Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Les populations légales millésimées 2009 de Saint-Martin et Saint-Barthélemy sont entrées en vigueur le 1er janvier 2012. Saint-Martin compte désormais 37 461 habitants et Saint-Barthélemy 9 057. Les populations légales sont authentifiées par un décret publié au Journal Officiel, sous la responsabilité de l'Insee : elles sont actualisées chaque année.

Nouvelle desserte maritime intra-caraïbes

La compagnie barbadienne Fast Caribbean Ltd a été retenue pour desservir plusieurs îles de la Caraïbe au départ de Trinidad et Tobago. Dans un premier temps, les rotations concerneront la Grenade, Saint-Vincent, le Barbade et Sainte-Lucie. Elles seront opérées à l'aide d'un navire à grande vitesse de 112m d'une capacité de 300 passagers.

Publication

L'IEDOM a le plaisir de vous annoncer la publication du Panorama 2010 de Saint-Barthélemy (janvier 2012).

Comme toutes les publications de l'IEDOM, cette étude est disponible en ligne sur le site internet de l'Institut : <http://www.iedom.fr>

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France	Décembre 2011		126,7	1,0 %	1,8 %
					-	2,5 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)	Décembre 2011		57 030	0,4 %	6,3 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)	Novembre 2011		21	-	56,8 %
	Importations - (en M€)			219	-	-4,4 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh	Novembre 2011		44	52,6 %	24,7 %
	<i>Cumul annuel</i>			417		-1,9 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées	Décembre 2011		441	-	-1,6 %
		<i>Cumul annuel</i>		5 619		2,0 %
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire	Décembre 2011		21 218	-1,5 %	-0,7 %
	Nombre de retraits de cartes bancaires	Décembre 2011		342	-32,8 %	-19,9 %
	<i>Cumul annuel</i>			4 387	-	-9,6 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés	<i>Cumul à fin janvier</i>		22	-	-45,0 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	Janvier 2012		1 790	75,2 %	83,7 %
	- Montant en milliers €					
	- Nombre	Janvier 2012		107	1,9 %	2,9 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties)	Décembre 2011		189 887	43,5 %	12,2 %
	<i>Cumul annuel</i>			1 951 501	-	6,3 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)	<i>Cumul à fin Décembre</i> 2011		3 169 931	-	8,1 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)			773 590	-	1,7 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs	Novembre 2011		1 854	25,9 %	0,0 %
	<i>(VPN+VUN)</i>	<i>Cumul annuel</i>		15 669	-	0,1 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	Janvier 2012		21 152	-	19,4 %
	<i>Cumul annuel</i>			21 152	-	19,4 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes)	Octobre 2011		5 456	-16,1 %	-7,6 %
	<i>Cumul annuel</i>			49 481	-	62,6 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	14/12/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

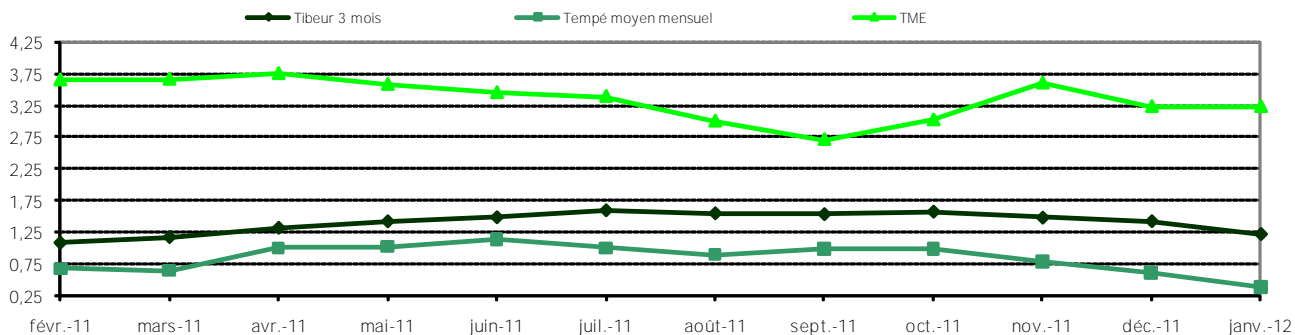
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Janvier 2012)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,9835%	0,7845%	0,6168%	0,3877%	0,8380%	1,2230%	1,5060%	1,8370%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	octobre	Novembre	Décembre	Janvier
3,02%	3,60%	3,23%	3,23%	3,22%	3,80%	3,43%	3,43%

Taux de l'usure (applicable au premier trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	10,60%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts relais	6,43%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,65%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,15%	Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	13,98%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	17,69%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

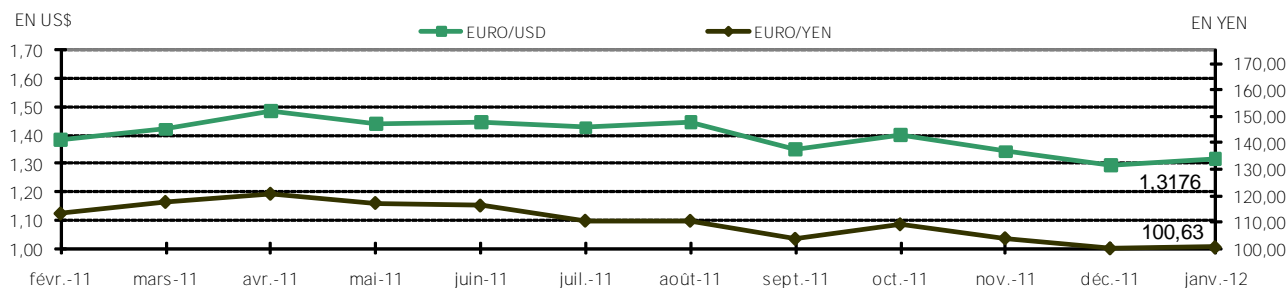
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3176	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,2530	EURO/SRD (Surinam)	4,31760
EURO/JPY (Japon)	100,6300	EURO/BWP (Botswana)	9,58170	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,34200
EURO/CAD (Canada)	1,3134	EURO/SCR (Seychelles)	18,6441	EURO/DOP (Rép. Dom.)	50,9612
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,83510	EURO/MUR (Maurice)	38,3354	EURO/BBD (La Barbade)	2,61680
EURO/SGD (Singapour)	1,6487	EURO/BRL (Brésil)	2,2893	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,36000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2194	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,61910	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2871,8841	EURO/XCD (Dominique)	3,5326	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : C. APANON

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activités la Providence - Zac de Dothémare - 97139 - Les Abymes

Achevé d'imprimer le 08 février 2012 - Dépôt légal : février 2012 - ISSN 1240 - 3806